

AGL

**BILAN
2020-2021**

Table des matières

Bilan Global	2
Contexte	2
Gestion interne	2
Organisationnel	3
Relations politiques et extérieures	4
Objectifs politiques	6
Bilan thématique	9
Enseignement	9
Transition écologique	14
Communication	15
Inclusivité	17
Animation et culture	21
Social	22
Ouverture sociétale	23
Savate	24
Infrastructure	24
Annexes	26

BILAN GÉNÉRAL

Contexte

Cette année restera marquée par la crise sanitaire. Nous espérions pouvoir être relativement épargnés par cette crise à la suite de la première vague, ce ne fut pas le cas. Quelques semaines au début du premier quadrimestre ont pu se dérouler en présentiel, avant de basculer fin octobre en tout distanciel. Le deuxième quadrimestre, lui, s'est tenu quasiment exclusivement en distanciel.

Les mesures sanitaires étaient drastiques et très contraignantes pour l'entièreté de la société, et sans doute encore plus pour une partie des étudiant·es qui, plus que d'autres groupes, ont besoin de contacts sociaux. La vie universitaire a été chamboulée, et par conséquent notre action à l'AGL aussi.

Dès lors, il est important de pouvoir comprendre ce bilan à travers ce contexte, sans quoi toute analyse de notre action semble incohérente et ne pourrait répondre au principal objectif d'un bilan: faire évoluer et bonifier notre action. L'actualité de cette année fut en outre marquée par l'avancée des réformes des décrets paysage et participation, l'entérinement des alliances d'université européennes, le partage des récits de violences sexuelles et de genre,...

Gestion interne

C'est sans doute un des pans de l'action de l'AGL qui est la moins visible, et pourtant elle est cruciale. L'AGL est une organisation conséquente avec des moyens humains, financiers et logistiques importants. De ces avantages découlent une certaine lourdeur administrative et une série d'obligations légales. Ces obligations ont pu, à plusieurs égards, être délaissées. Depuis deux ans maintenant, avec l'arrivée de nos deux permanentes Frédérique et Donatienne, cette gestion a été reprise en main. Ce qui permet notamment d'être beaucoup plus confiant face au nouveau turn over de permanent·es attendu à l'été.

Au-delà de la gestion administrative, nous avons pris le temps cette année de s'occuper de la gestion des bureaux et des salles. Les bureaux sont aujourd'hui un espace plus accueillant, plus adéquat, plus ordonné, plus confortable. Bref, plus approprié à nos différents usages. Un studio vidéo a également été créé. Concernant

les salles d'animation, des travaux nécessaires ont dû être menés pour que les locataire·rices, puissent mieux les utiliser.

Enfin, pour que l'organisation marche, il s'agit aussi que le lien et la dynamique de travail entre les étudiant·es et les permanent·es soit positif et équilibré. Trop souvent, de par une incapacité des étudiant·es à s'organiser ce lien est galvaudé et déséquilibre la relation de travail. On a pu retrouver cette année une dynamique qui a permis une bonne évolution de chacun·e dans son travail quotidien. A certaines périodes de l'année comme le blocus et les examens, cela reste plus compliqué, mais nous avons su nous organiser pour rendre tout cela efficace. Incontestablement, nous constatons qu'avoir des personnes à la tête de l'organisation qui ont déjà de l'expérience dans celle-ci permet un meilleur fonctionnement. Dans tous les cas, ce lien entre permanent.es et représentant.es étudiant.es reste un défi majeur que la future équipe devra relever.

Organisationnel

On sait combien l'enjeu organisationnel est important à l'AGL, la force d'un projet est caractérisée par les énergies qui peuvent être mises derrière.

Incontestablement, c'est cette partie qui a été la plus affectée par la crise sanitaire. Nous sommes convaincus que si l'AGL veut devenir un mouvement plus fort à l'UCLouvain, l'engagement au sein de la structure doit être galvanisant. S'engager à l'AGL doit être convivial. Par ailleurs, l'engagement dans le mouvement étudiant est aussi galvanisé par le contact avec nos pairs. Cela n'a pas été possible cette année.

Au-delà des deux paramètres contextuels précédemment évoqués, des dynamiques positives sont malgré tout à souligner. L'engagement à l'AGL pour la plupart d'entre nous a pu voir créer de liens forts qui sont, entre autres, le moteur d'une organisation qui fonctionne. Cela s'observe concrètement par un meilleur taux de personnes qui se réengagent à l'AGL l'année prochaine que les années précédentes.

En outre, la participation des conseiller·ères a encore plus été impactée par les deux paramètres précédemment évoqués. Malgré une présidence du conseil qui a redoublé d'effort et d'inventivité pour faire participer le conseil, les objectifs par rapport au conseil n'ont pas été pleinement atteints.

Enfin, un constat, une certaine conflictualité nocive, a pu être un vecteur de désengagement. La conflictualité et le débat n'est pas un problème en soi, elle est nécessaire et doit pouvoir s'exercer sereinement. Les responsabilités sont sans doute partagées mais le conseil doit pouvoir s'emparer de cette question s'il veut permettre

à chacun·e de s'y engager. Cette lecture, si elle veut être exhaustive, doit pouvoir se faire aussi à l'aune des questions de rapports de domination.

Relations politiques et extérieures

Durant cette année, nous avons pris un certain temps afin **d'échanger avec nos allié·es** et d'en nous en faire de nouveaux·elles. Il a été important dans l'action de cette année de pouvoir **mobiliser les réseaux de l'AGL**. Qu'ils soient internes à l'UCLouvain ou non. Être en contact avec divers acteur·trices c'est pouvoir au mieux ancrer notre action, que ce soit au niveau de l'université comme au niveau de la communauté.

Nous avons travaillé, bien logiquement, avec la FEF sur les questions de précarité étudiante, sur la réforme du décret paysage et le projet de modification du décret participation. Premièrement, en matière de précarité, nous avons appuyé la campagne de la FEF. Toutefois, il faut observer que l'engagement de l'AGL dans cette campagne n'était pas à la hauteur de nos attentes. Plusieurs causes peuvent être imputées à ceci. D'abord, il faut noter la démission de notre responsable communautaire, ensuite une certaine dissonance sur la construction de l'agenda politique entre les deux organisations. Concernant le décret paysage, nous avons été en pointe dans l'interpellation politique de ces questions. Regrettons une sensibilisation des étudiant·es à ces enjeux qui pourrait être grandement améliorée en adoptant des modes d'actions plus adaptés à notre terrain. Enfin, pour ce qui est du décret participation, notre engagement au Congrès et notre volonté de collaborer activement avec les autres CE ont certainement participé à la possibilité de dégager une position commune. Notons à cet égard que nous avons renoué des contacts plus forts avec les autres CE universitaires sur une série de dossiers spécifiques.

Nous avons aussi travaillé avec les différents corps représentés au sein des instances de l'université, le CORSCI, le CORTA et le CORA. De plus, nous avons échangé avec les doyen·nes à de nombreuses reprises.

En outre, cette année, concernant les violences de genre surtout ainsi que sur la précarité, nous avons eu l'occasion d'avoir plusieurs contacts avec différentes personnalités issues de différents partis. Ces contacts ont été une occasion de plus pour faire peser les questions étudiantes dans l'agenda politique. A titre d'exemple, nous avons reçu la secrétaire d'État à l'égalité de genre, à l'égalité des chances et à la diversité dans le cadre de nos revendications contre les violences et discriminations faites sur les campus.

• **Contacts**

Notre objectif était clairement celui d'être des **interlocuteur·trices crédibles** pour nos contacts que ce soit au sein de l'université ou avec des interlocuteur·trices de la société civile. Courant de cette année, nous avons été amené·es à être en contact avec une myriade d'acteur·trices sur autant de sujets différents. Au sein de l'université nous avons pu nous appuyer sur des contacts déjà établis de longues dates comme avec le CORSCI.

• **Au sein des instances**

Notre objectif au sein des instances était de pouvoir former des alliances avec certain·es acteur·trices afin de mener nos dossiers et de placer l'AGL comme une actrice crédible au sein de l'université, d'amener des points complets et travaillés. Nous avons pris le parti au début d'année de faire part des conséquences et de la nécessité de modifier l'approche de la gestion de la crise de notre université. Nous avons pu au travers de nos préparations communes, les réunions de délégations et des interventions écrites à l'avance, faire entendre la position étudiante. Nous avons été écouté·es durant cette année et lorsque que la position étudiante n'a pas été respectée nous avons réagi.

• **Au sein de la presse et des médias**

Avec la médiatisation de la situation des étudiant·es, nous avons été sollicité·es à plusieurs reprises pour faire part de la situation dans laquelle nous étions et sommes toujours mais aussi faire part de nos revendications. Ces interventions écrites ou orales nous ont permis de mettre à l'agenda les préoccupations étudiantes que ce soit au niveau de la précarité étudiante, de la modification des décrets, des violences de genre et discriminations ou encore du déroulement des examens.

Nous avons comme objectif de nous placer comme des interlocuteur·rices fiables et complets lors de nos interventions et d'ainsi pouvoir faire appel aux contacts que nous avons quand nous désirions amener une question dans le débat public. Les dernières sollicitations que nous avons envoyées ont reçu des réponses positives et des échos dans certains médias comme pour l'action de visibilité des protections alternatives et de la précarité menstruelle.

Nous avons publié un article sur la précarité étudiante dans la Revue Nouvelle, participé à plusieurs reprises à des débats en plateau sur la **RTBF** et **LN24**, à des interviews sur **Matin Première**, répondu à de nombreuses sollicitations pour des articles écrits et dernièrement l'action de visibilité des protections alternatives à fait l'objet d'un reportage dans "**On n'est pas des pigeons**". Ce ne sont que quelques exemples de la couverture médiatique de l'action de l'AGL cette année. Globalement,

tout au long de l'année, celle-ci a été bonne. Nous pourrions recommander de développer des relations de confiance avec certain.es journalistes afin de continuer de faire la voie étudiante dans les médias.

Objectifs politiques

• Terrain

Nous avons à cœur cette année de pouvoir construire une stratégie de terrain pour l'AGL. Nous pensons que c'est de par le contact avec des étudiant·es de tout horizon, que nous pouvons construire des revendications qui puissent être mises en place dans nos universités. Cela passait donc entre autres, par créer une culture du terrain au sein de l'AGL, que ce soit par des stands, des TDK, TDC ou TDR, (tournée des kaps, cercles ou régionales).

Le bilan des six premières semaines en la matière est plutôt positif. Un à deux stands étaient organisés par semaine, les kaps ont été visités. Dès le basculement en distanciel cette dynamique a été, par la force des choses, brutalement stoppée.

On a dû réinventer notre façon d'être sur le terrain. Avec des dynamiques renforcées sur les réseaux sociaux, vous pouvez en savoir plus dans la partie *communication*, mais aussi avec des idées innovantes, que ce soit l'AG de rentrée du second quadrimestre ou encore les box ICB dans le cadre de la campagne de comité. Nous avons aussi essayé de relancer les dynamiques liées aux AGLday's, les perspectives sanitaires nous ont empêchées d'aller jusqu'au bout.

• Court terme

- *Liées à la crise sanitaire*

Lors de la rentrée académique et ce comme chaque année, l'AGL à l'occasion de prononcer un discours au moment de la cérémonie de rentrée. Ce discours fut pour nous un moyen de remettre en question la gestion de crise de notre université et du gouvernement de la FWB et des dérives de notre enseignement supérieur. Nous avons interpellé les acteur.trices de l'enseignement supérieur sur la marchandisation, le processus de sélection au sein des études de médecine et sur la place du numérique dans l'enseignement. La forme, volontairement marquante, nous a permis de discuter du fond avec un grand nombre d'acteur.trices et de porter notre message au-delà de l'université. Nous avons, à la suite de ce discours, été amené à en discuter au sein des instances et sur *Matin Première*.

La crise sanitaire a fait naître **deux campagnes**. Une première, lors du premier quadrimestre, nommée “**on n’est pas tout-e seul-e**”. Elle avait pour but de créer des liens entre les étudiant·es et nous motiver malgré le contexte compliqué. Cette campagne s’est inscrite également dans le cadre d’un lobbying auprès des acteur·rices de l’université pour promouvoir les dispositifs d’aides aux étudiant·es.

Au second quadrimestre, une autre campagne a émergé au début du quadri “**on en a marre de subir la crise**”, dans ce cadre une AG étudiante ouverte a été organisée pour créer des revendications étudiantes autour de la crise sanitaire et du déroulement du quadrimestre. Cette AG a donné suite à **des balades organisées** par et pour les étudiant·es, une **présentation au CASE**, etc. (l’entièreté du rapport peut être lu dans des documents envoyés précédemment au conseil). Cette campagne mobilise aussi d’importantes questions sanitaires. Elle soulignait **la responsabilité qu’avait l’université** dans la mise en place d’une stratégie sanitaire complète qui puisse permettre aux étudiant·es et au personnel de l’université de revenir durablement en présentiel. Suite à cela, une stratégie performante a été mise en place autour de trois axes: sensibiliser - tester - tracer. Cela comprenait notamment un testing gratuit mais aussi un tracing fait par et pour les étudiant·es.

Ces deux campagnes ont permis plus largement de convaincre les instances de la nécessité de répondre **à la détresse psycho-sociale** - grandissante - des étudiant·es. Incontestablement, nos campagnes ont aussi permis de convaincre les autorités d’allouer **les moyens nécessaires pour les différents dispositifs psychologiques mis en place, et également pour gagner la gratuité psychologique.**

Long terme

- ICB

Avec la campagne ICB, notre ambition était d’implanter les débats sur la marchandisation, la numérisation et la professionnalisation au sein de la communauté étudiante.

A cette fin, nous avons développé la campagne autour d’ICBelgium et mis en place plusieurs outils de consultation des étudiant.es. Il y a eu HelloICB, le G50, le Moodle AGL. Ces trois outils nous ont permis de faire ressortir des revendications étudiantes autour de 7 thèmes et de les présenter au Conseil académique. Ces revendications sont tant la conclusion de cette année que des pistes pour l’année qui arrive. Les moyens mis en place pour aborder ces thématiques ont permis de conscientiser les étudiant.es aux enjeux qui y sont liés.

Notre enseignement est sans aucun doute en pleine mutation. Entre alliances européennes, numérisation, précarité grandissante et la rigidification du décret paysage, nombreux sont les défis à relever les prochains mois. ICB et la campagne autour ont ouvert une porte aux débats sur ces questions.

La campagne d'ICB c'est aussi des dizaines d'heures de travail, des gt's, des descentes d'auditoires, des distributions de tracts, la gestion d'un tirage au sort de 50 étudiant.es, la mise en place d'un jeux de sensibilisation aux enjeux de l'enseignement supérieur, des vidéos d'explication et d'interpellation, la création d'affiche, l'écriture de plaidoyer,... Nous aurions voulu pouvoir la faire en présentiel, pouvoir organiser plus de moments de débat mais la situation sanitaire en a décidé autrement. Nous avons redoublé d'efforts pour faire connaître cette campagne, somme toute inédite, au plus grand nombre d'étudiant.es. Sans aucun doute, ce qui fait le sens de ce genre de campagne et de l'action de l'AGL en général, c'est le contact sur le terrain, la capacité à créer la discussion, à intéresser et faire émerger nos thématiques. Nul doute que les différents moyens trouvés pendant la campagne ICB pour parler aux étudiant.es sont des palliatifs aux outils traditionnels, qui, à notre plus grand regret, n'ont pas pu être utilisés au regard de la situation sanitaire.

Pour conclure, revenons sur une des critiques souvent faites à l'AGL, son relatif manque de visibilité. Ce défaut pave d'ailleurs la voie à des questionnements sur la qualité démocratique de l'AGL. A ce stade, nous pouvons mentionner le taux de participation aux élections étudiantes. Celui-ci est proche des taux de participation que nous avons connus ces trois dernières années mais témoigne d'une lente diminution de la participation. Évidemment, plusieurs causes mériteraient d'être mises en évidence, toutefois le comité AGL doit reconnaître sa responsabilité dans la visibilité de l'AGL. Sans être un fin en soi, notre organisation, pour être démocratique, doit être sur le terrain auprès des étudiant.es. D'ailleurs, bien conscient de ces défis, notre équipe s'est lancée dans la réalisation de multiples sondages sur diverses thématiques. De plus, nous avons organisé une AG de rentrée du second quadri ouvert à tou.tes. Enfin, l'organisation du G50 a marqué une volonté certaine d'engager l'AGL dans des processus d'innovations démocratiques. Ainsi, si l'AGL aspire à être plus démocratique, sans cesser de questionner les résultats interpellants de notre démocratie représentative, nous avons tout intérêt selon nous à nous tourner vers une démocratie plus directe, plus délibérative, plus participative.

Enseignement

L'année académique 2020-21 commençait avec de sérieux défis à relever dès son commencement. Avec les sessions d'examens de juin et d'août marquées par une adaptation des modalités à un distanciel parfois hasardeux et souvent questionnables quant à sa mise en pratique, il était nécessaire de monter au créneau pour obtenir la mise en place de mesures qui respectaient les étudiant·es. Avec les victoires en instance ayant mené, entre autres, à l'abandon des logiciels de proctoring TestWe et Wiseflow, nous avons pu nous concentrer sur une autre problématique d'ampleur mais liée à ce combat, **le numérique et l'enseignement à distance**. Cette situation du distanciel a aussi amené un certain remaniement dans la manière d'aborder la **relation avec les Bureaux Des Étudiant·es (BDEs)**. Il était nécessaire et important de maintenir une relation cordiale avec ceux-ci et de garder un contact régulier pour que les échanges d'informations et la coopération soient les plus efficaces possibles. Nous avons aussi pour objectif, en collaboration avec les BDEs, de présenter des **revendications communes** portant sur le retour partiel en présentiel et l'organisation de la session d'examens de juin. Par ailleurs, l'UCLouvain faisant partie de l'alliance universitaire européenne **Circle U**, et les différentes organisations de représentation étudiante des universités membres ayant créé Circle U. Student Union (CUSU), il était important pour l'AGL de se positionner fermement pour défendre nos étudiant·es ainsi que la communauté étudiante de ces différentes universités dans son ensemble. De plus, il y avait beaucoup de travail un peu plus institutionnel et de contact à faire pour lancer CUSU sur une voie durable. Avec la fin du mandat du Vice-recteur du Secteur des Sciences Humains (**VR-SSH**), l'AGL souhaitait co-organiser, avec les différents BDEs du secteur, un débat entre les deux candidat·es pour former une position commune des étudiant·es sur la question. L'année prochaine verra aussi le retour des **Journées Responsables de Programme (JRP)** revenir après leur annulation due à la crise sanitaire. Les évaluations des unités d'enseignement par les étudiant·es demandaient aussi une refonte pour avoir un questionnaire institutionnel standardisé valable pour tous les cours et c'est ainsi qu'est apparu un groupe de travail lié au CEFO : le GT Évaluations des Enseignements par les Étudiant·es (**GT EEE**). Enfin, la **Commission Enseignement (ComEns)** avait pour projet de travailler d'abord sur la question du **numérique** et sur la **décolonisation** de l'enseignement tout en restant attentive à une éventuelle problématique pouvant apparaître en cours d'année. La ComEns est aussi passée par une étape de **d'autoréflexion** en collaboration avec les BDEs dans le but de mieux les intégrer dans son fonctionnement.

- *La place du numérique dans l'enseignement à l'UCLouvain*

La pandémie mondiale de COVID-19 a profondément bouleversé les habitudes de milliards de personnes. Du jour au lendemain, de nombreux pays du globe ont fermé leurs frontières et confiné leurs citoyens pour endiguer la propagation du virus. Les universités ne faisant pas exception, le code rouge a été déclaré et les cours ne purent se donner qu'en distanciel pour la fin de l'année académique 2019-20. L'emploi d'outils numériques a augmenté drastiquement, laissant penser que le retour à un présentiel quasi total comme durant l'avant-crise ne serait jamais possible et que certains outils resteraient en place. Face à ce constat, l'AGL s'est tournée vers sa "note pour une université davantage numérique". Celle-ci n'étant absolument plus adaptée à la présente situation, la ComEns s'est lancée dans une rédaction d'une nouvelle note numérique ayant pour objectif de présenter ce que les étudiant·es souhaitaient garder ou non comme outils et usages mis à l'essai durant les périodes d'enseignement et d'évaluation à distance. Cette note a été approuvée avec ses amendements au Conseil du 6 octobre 2020 et peut être trouvée ici : <https://aglouvain.be/wp-content/uploads/notes-de-position/2020-2021/note-numerique-2020-amendee.pdf>.

Finalité : Les objectifs principaux de cette année sont atteints mais il sera important de garder un œil sur les suites qui seront données au dossier une fois la crise sanitaire terminée pour faire respecter les demandes de la note.

- *La relation avec les BDEs*

Alors que les BDEs se retrouvaient confrontés à des difficultés majeures dans leur organisation et leurs rapports avec leur faculté correspondante, il était crucial de garder un contact régulier et chaleureux entre l'AGL et chaque BDE ainsi que de leur apporter toute aide qui leur semblerait nécessaire pour leurs activités en temps de crise sanitaire. Dans cette optique, l'AGL a fourni les BDEs demandeurs de masques chirurgicaux et de gel hydroalcoolique et a entièrement financé l'achat groupé pour leur permettre de maintenir un minimum de présentiel lorsque leur faculté ne leur donnait pas les moyens nécessaires à la tenue de leurs activités. Le premier quadrimestre se termina par la prépol des représentant·es co-organisée par l'AGL et des BDEs. Celle-ci vit s'affronter des équipes venant d'un bon nombre de BDEs pour tenter d'obtenir un des trois prix que l'AGL offrait. Le retour des BDEs était fort positif lors de cette activité.

Le deuxième quadrimestre apporta avec lui les premières difficultés majeures dans la relation AGL-BDEs. La campagne ICB divisa les avis, pendant que certains BDEs reconnaissaient son utilité et sa pertinence, d'autres pointèrent ses défauts. Malgré plusieurs tentatives d'amélioration, la dégradation des contacts se continua jusqu'à mener à une fracture face à des demandes de l'Union des Bureaux Étudiants (UBE) et de certains BDEs alors que ces demandes ne pouvaient pas être répondues.

positivement après application de la note "[Paquet Delors](#)"¹ de 2014 par la Présidence du Conseil. Cette situation de blocage mena les différentes parties à s'engager dans un processus pour trouver un nouvel accord. A l'heure d'écrire ces lignes, une seule réunion a eu lieu et certains BDEs se sont lancés dans une campagne de pression et d'ultimatum pour faire plier le Conseil AGL en dénonçant une apparente illégitimité et non-représentativité de l'AGL.

Finalité : La réussite des objectifs est fort mitigée, alors que certains BDEs sont heureux de la relation qu'ils ont entretenue avec l'AGL, d'autres ne le sont pas du tout. Il est évident que l'AGL, avec ses nouveaux comité et conseiller·es, et les nouvelles équipes et mandataires des BDEs travaillent ensemble à comprendre les erreurs qui ont été commises et à reconstruire un terrain d'entente cordiale pour garantir l'union de la représentation étudiante. Une piste à explorer serait la présence d'un·e président·e d'un BDE à chaque réunion de comité AGL en effectuant une tournante.

- Les revendications communes du présentiel et de la session de juin

La réalisation de ce points avec différents BDEs a permis d'élaborer une enquête fort complète pour laquelle nous espérons pouvoir présenter des revendications communes et co-signées par tous les BDEs dans les différentes instances de l'UCLouvain. Plusieurs problèmes et retards dans la mise en place du questionnaire et sa publication ont mené à un faible taux de réponses ainsi qu'à une analyse des données fort complexe. Une Task Force des quelques membres de BDEs et de l'AGL a cependant travaillé sur un document commun rassemblant les revendications principales ressortant des résultats de l'enquête. Le document finalisé a été présenté aux BDEs à plusieurs reprises pour être co-signé mais peu l'ont finalement fait.

Finalité : Objectifs non atteints. Sans la co-signature de la totalité ou la majorité des BDEs, il était impossible de communiquer sur ces revendications ou d'utiliser ce document en instance. Il serait aussi préférable d'utiliser un autre outil que Microsoft Forms pour réaliser des sondages.

- Circle U. & CUSU

Cette année vit la finalisation des [Terms of References \(ToR\)](#)² et leur signature après validation par les démocraties locales par les représentant·es étudiant·es élu·es des sept universités de Circle U. L'élection des deux représentant·es et des deux suppléant·es de CUSU à la General Assembly (GA) de Circle U. a aussi eu lieu. Les différents Work Packages (WP) ont aussi commencé à accélérer la cadence de travail

¹<https://aglouvain.be/wp-content/uploads/notes-de-position/2014-2015/Note-pour-un-meilleur-travail-et-une-meilleure-entente-BDE-UBE-AGL.pdf>

²https://aglouvain.be/wp-content/uploads/notes-de-position/2020-2021/2020_11_24_Note_CUSU_TOF_and_Ambassador.pdf

et les représentant·es de l'AGL au sein du WP7 ont défendu les positions de CUSU et de l'AGL lors des différentes réunions. L'AGL a pu se positionner comme un acteur fort au sein de CUSU et a grandement participé à la participation des autres membres moins présent·es. La désignation d'un représentant AGL lors de l'Ordinary Meeting (OM) du 18 juin pour représenter la totalité des étudiant·es de Circle U. au FOREU2, une assemblée informelle réunissant les alliances du second appel, est un plus indéniable pour l'année prochaine. Il reste encore beaucoup de choses à construire mais le contact entre les membres de CUSU est amical et promet un bon travail commun à l'avenir. Notons également que la délégation étudiante a obtenu, sur base d'une proposition à la General Assembly, d'embaucher un *student coordinator* pour CircleU, qui travaillerait à temps partiel pour CUSU.

Finalité : L'approbation des ToR, l'élection d'un représentant AGL à la GA et un autre à FOREU2 et la position prise par l'AGL au sein de CUSU comme un membre particulièrement actif sont des réussites importantes pour l'avenir. Il sera crucial de continuer à porter un œil attentif sur la situation internationale et à entretenir une bonne relation avec nos allié·es.

- *VR-SSH*

L'organisation du débat entre les deux candidat·es avec les BDEs du SSH s'est bien déroulée et a permis aux représentant·es facultaires de se forger un avis suffisamment objectif pour l'élection. Ce sera donc Geneviève Schamps qui sera la nouvelle Vice-rectrice du SSH.

- *JRP*

Il a été décidé au CEFO du 1er avril 2021 que le thème de la prochaine JRP se donnant le 9 septembre 2021 sera la question de la réussite intégrée dans un programme en ce compris la place de l'évaluation dans la réussite soit, comment penser et concrétiser l'aide à la réussite « intra-programme » et « intra-cours » (dans les commissions de programmes, par les enseignants à travers leurs cours). L'AGL y présentera un point qui est et sera encore travaillé d'ici-là et portera sur une enquête auprès de la communauté étudiante en collaboration avec Léticia Warnier du Louvain Learning Lab à laquelle la [note AALR et Forum de la réussite](#)³ a été communiquée.

- *GT RGEE*

Un travail de proposition a été fait dans le cadre du GT RGEE (voir annexe) afin de modifier le RGEE. Ce GT se réunit chaque année, malheureusement, l'étudiant de l'AGL y joue trop souvent qu'un rôle passif. Lors de cette année un travail de fond a

3

https://aglouvain.be/wp-content/uploads/notes-de-position/2019-2020/Note-AALR_Forum-reussite.pdf

été réalisé pour proposer des modifications, certaines ont été acceptées d'autres doivent se poursuivre.

Finalité : Le thème approuvé en CEFO, l'amélioration de la réussite, est un thème qui intéresse grandement la responsabilité de l'enseignement. Il sera important d'apporter des renseignements de qualité lors de la JRP pour sensibiliser au mieux les responsables de programme aux difficultés des étudiant·es liées aux activités d'amélioration de la réussite.

- *GT EEE*

Le CEFO a aussi approuvé le besoin de mettre en place un groupe de travail pour créer, à partir d'un modèle anglo-saxon pré-existant, un formulaire institutionnalisé pour évaluer les unités d'enseignement : le GT EEE. Ce GT a consulté, grâce à l'aide de l'AGL, des étudiant·es de toutes les facultés et secteurs, venant de nombreuses filières et de bachelier et master, permettant d'avoir un panel particulièrement large pour affiner le modèle et réduire le nombre d'items (questions). Le formulaire devrait commencer à être utilisé dès l'année académique 2021-22.

Finalité : L'utilisation d'un nouveau type d'EEE facilement utilisable par les enseignant·es permettra aux étudiant·es de plus facilement donner leur avis sur un cours. De plus, les facultés auront accès aux résultats de ces formulaires, ce qui aidera certainement à améliorer les unités d'enseignement. Il est cependant regrettable qu'aucun formulaire ne soit prévu pour les évaluations des cours et cela se basera donc uniquement sur les comités d'année et les délégué·es de cours pour porter l'avis des étudiant·es

- *ComEns*

La Commission Enseignement s'est tout d'abord penchée sur l'écriture de la note numérique 2020 comme explicité précédemment mais s'est rapidement heurtée à un constat : la commission ne présentait que peu de membres régulièrement actif·ves. Alors que le thème principalement abordé durant la suite de l'année tournait en majeure partie autour de la décolonisation de l'enseignement, la ComEns semblait désertée. La commission a cependant ouvert la voie pour un travail plus approfondi sur le sujet après avoir rencontré et discuté avec plusieurs personnes concernées par la thématique.

Afin de repeupler la ComEns, un travail de réflexion a été entamé avec les BDEs pour que leurs membres soient plus présent·es lors des réunions. Tout d'abord, trois BDEs (LOCI LLN, ESPO et DRT) ont accepté de participer à une phase de test durant laquelle des personnes seront mandatées par leur BDE pour se rendre aux réunions de la ComEns. Il a aussi été demandé de communiquer bien à l'avance les thèmes abordés ainsi que de s'enquérir des disponibilités des participant·es suffisamment tôt

et par mail via l'utilisation de [Framadate](https://framadate.org/)⁴. Lorsque, dans le futur, un dossier sera en cours ou terminé, il sera important de communiquer de manière large ce qui a été produit et ce qu'il reste à faire pour faciliter l'accessibilité aux réunions et motiver la participation active. Diversifier les types de réunions en deux catégories : réunions de travail et réunions plénières. Les BDEs des sites demandent que l'utilisation du comodal soit maintenue pour leur permettre de plus facilement s'engager dans la ComEns.

Finalité : Bien que certaines de ces propositions ont déjà été testées, il revient à l'équipe suivante de faire le maximum pour s'accorder sur ces principes qui pourront certainement rendre plus efficace la commission. Les BDEs sont particulièrement concernés par ce qui est discuté et décidé en réunion de ComEns et leur présence est autant importante pour l'AGL que pour eux.

Transition écologique

Cette année la Com TE s'est alliée au CORSCI pour travailler sur des projets sur lesquels eux/elles aussi avaient pensé. Beaucoup d'idées ont été soumises et la commission a fait de son mieux pour réaliser la plupart d'entre elles. Parmi celles-ci, Ecosia on Campus est arrivé à l'UCLouvain, projet sur lequel il sera important de continuer à bosser l'année 2021-2022.

→ *Sondage utilisation des cups menstruelles à l'université + tirage au sort de 10 personnes qui reçoivent un bon pour aller chercher une cup chez Färm. Pour plus d'infos : Manon, Gianni, Niki*

- Concours tri des déchets en début d'année académique ; il fallait trier ses déchets, prendre une photo et venir chercher des packs écolo à l'AGL, composés de pailles réutilisables, des livrets végé, des bières locales, jus fairtrade. Pour plus d'infos : Baptiste et Niki
- Ecosia on campus : en collaboration avec le corsci, l'équipe a convaincu l'université de rejoindre Ecosia. On dispose maintenant d'un lien qui permet de télécharger ce serveur et de participer au compte des arbres de l'université. Tous les mois on reçoit un rapport du nombre d'arbres plantés grâce à nos recherches. Dû au coronavirus nous n'avons pas pu faire de campagne de promotion donc il serait intéressant de le faire en 2021-2022, surtout que toute une équipe à bosser sur les points les plus ennuyants et qu'elle serait contente de voir que ça a servi à quelque chose ! Des vidéos explicatives ont été

⁴ <https://framadate.org/>

réalisées pour aider au téléchargement. Pour plus d'infos : Valentin Couvreur, Manon, Antoine, Niki

- Logo cup friendly pour toilettes avec lavabo (majoritairement les PMR) : avec Didier Smits nous avons créé un logo cup friendly, mis sur toute toilette disposant d'un lavabo.
- Obtention de 5000€ par la pro-rectrice en genre pour une distribution de cups et culottes menstruelles : nous avons obtenu une grande somme d'argent de la part de la prorectrice en égalité de genre Tania pour distribuer des culottes et cups menstruelles Saforelle aux étudiant.es de l'université. Le prix était libre et était destiné à Bruzelle.
- Conférence sur les alternatives écologiques aux protections hygiéniques. Une conférence a été organisée, animée par une animatrice et une sexologue, toutes les deux spécialistes du sujet. Elles ont abordé le thème de la précarité menstruelle et de l'impact écologique des protections usuelles notamment.
- Page facebook "Ensemble pour la transition écologique à l'UCLouvain" : une page facebook qui a comme but le partage des initiatives écologiques de l'UCLouvain a été lancée. Il est important de continuer à l'alimenter.
- La fresque du climat : avec Vincent Truyens et Marc Servais nous avons organisé des ateliers de la fresque du climat en ligne (pas de présentiel car coronavirus). Nous avons formé des étudiants et étudiantes à l'animation, et ceux-ci ont animé des fresques lors de la semaine transition.
- Projet biodiversité : n'a pas pu se poursuivre car manque de financement et de mains
- Plat végétarien au même prix que le plat malin.
- Tous les futurs blocs de WC seront normalement dotés d'au moins une toilette avec douchette pour laver la cup.

Objectif non atteint: le projet biodiversité

Communication

Lorsque je me suis lancée dans la responsabilité de communication en début d'année, mes motivations étaient de rendre visible et sympathique l'AGL auprès d'un maximum d'étudiant.es grâce à des concepts innovants et informatifs. Je souhaitais travailler sur deux axes que j'avais nommé "com' interne" et "com' externe". Ceux-ci se déclinaient également en deux approches à savoir, "sur le terrain" et "sur les réseaux". Évidemment, vu le contexte sanitaire de cette année, l'approche terrain a dû être réinventée. Pour ce qui est des réseaux sociaux, ils sont devenus, le mode de communication privilégié. L'un des objectifs était de penser une communication nouvelle et tenter de tisser un certain lien avec la communauté étudiante à partir des RS ce qui n'est pas chose aisée (surtout dans une période de surabondance de contenu digitaux). Avec ces très larges objectifs en tête, et avec la collaboration de

plusieurs acteur.trices, nous nous sommes donc lancés dans les défis de la communication que l'AGL comporte. Voici donc, en bref, les différentes actions menées cette année.

Interne

- > Une réflexion sur les objectifs de la commission et assemblage dans un document (pour la passation).
- > Création et suivi d'un agenda des conseiller·ères
- > Création et opérationnalisation d'un Studio vidéo dans les locaux de l'AGL
- > Redéfinition d'un profil de com' pour Facebook, Instagram et le ton de nos vidéos (collaboration avec une boîte de production pour certain tournage et montage de vidéos conséquentes)
- > Réunions hebdomadaires avec Florentin instaurées au deuxième quadrimestre.

Externe

- Sur les réseaux

En quelques chiffres, les réseaux de l'AGL c'est ...

...une page Facebook avec 1253 nouveaux abonnés en 9 mois (ce qui nous fait un total de 8271 abonné.es, 1239 partages, 73 000 interactions,...

Utilisateurs at...	Interactions	Clics sur un lien	Commentaires	Partages	Réactions	Vues de photos	Nouveaux abo...	Abonnés nets
174 874	73 039	8 076	2 213	1 239	13 159	8 437	1 253	1 004

Afin de mettre en perspective ces chiffres avec ceux de l'année passée, et de mieux les comprendre, hors la période covid, où l'AGL a été particulièrement visible lors de la première vague pour diverses raisons, la page a gagné 200 likes de juillet 2019 à mars 2020.

Une page Instagram avec un millier d'bonné.es, de multiples publications et story pour faire vivre le quotidien de l'AGL, un compte twitter, un site internet (un tik tok).

- > Définition et opérationnalisation de post récurrents (Facebook et insta) : planification de la communication de façon hebdomadaire.
- > Vidéos de débrief des projets de l'AGL diffusion interne et externe et création d'un contact avec une boîte de production pour avoir des productions audio-visuels de meilleur qualité.
- > Le projet d'une vidéo multi-site
- > Soutient com' pour les différents projets du conseil/commissions/comité

- Sur le terrain

- > LLN GO

- > BBQ de rentrée avec un grand nombre de participant.es
- > AGL Days : prise de contact avec les collectifs et lancement d'idée pour une prochaine co-construction de l'événement.
- > Réalisation de stands volant pour toucher, être à l'écoute, informer les étudiant.es sur les missions de l'AGL et les projets d'actualité

Participation au projet de comité : ICB et sa suite

Le projet du comité (décrit dans le document ci-rapportant) nécessitait une vaste de création d'information, de format et de contenu numérique et analogique. Il s'agissait de créer de toute pièce une identité, une ligne éditorial et graphique, une campagne de promotion pour ce projet en un temps record et aux supports variés. Du côté du numérique, il s'agissait de la création de réseaux sociaux propre à ICB, de leur alimentation, de l'identité de leur com', de contenu vidéo (réal, script, tournage, post-prod), photos, visuel ou textuel. Mais aussi, pour la suite de la campagne, des vidéo de démystification, des contenu d'explication sur les canaux de l'AGL, la création de média pour récolter les opinions des étudiant.es,... Pour le côté terrain, nous avons dû penser de façon innovante (vu la conjoncture) une façon d'être présent.es dans l'espace public, notamment via une campagne d'affichage sur plusieurs temps, mais aussi en allant distribuer des flyers dans les bibliothèques, dans les kots, dans la rue, ... Pour plus de détails, n'hésitez pas à me contacter (Justine Havelange) ou à vous référer au bilan du projet ICB.

En conclusion, la communication est un énorme défi pour l'AGL, certaines des revendications d'ICB le prouvent, de supers projets existent sur notre campus mais ce qui est pointé du doigt c'est le manque d'information ou la mauvaise communication sur ces projets. Tout le monde s'accorde pour dire qu'une bonne com' est primordiale et que celle-ci est une responsabilité à part entière qui prends énormément de temps si l'on souhaite être régulier, innovant, efficace et cohérent. Pourtant peu de gens se motivent ou sont intéressé de travailler de façon régulière sur cette création d'information. Selon moi, l'un des défis pour l'année prochaine sera de recruter un maximum de personnes intéressées par cette thématique, notamment via la commission. L'enjeu sera de former et échanger ensemble afin de créer une nouvelle dynamique et une émulation d'idées pour créer du nouveau contenu pertinent et engageant (voire engagé).

Inclusivité

L'année académique fut relativement chargée pour les responsables inclusivité malgré la situation particulière induite par la pandémie de coronavirus. Plusieurs

projets ont pu aboutir tandis que d'autres sont toujours en cours et prendront complètement forme l'année prochaine. L'inclusivité est une thématique extrêmement large et si les systèmes de dominations sont pluriels et s'entrecroisent, une année est trop courte pour pouvoir tous les aborder et travailler dessus dans notre contexte universitaire. On notera d'ailleurs que les questions de discriminations relatives à la religion, aux handicaps ou à la racialisation n'ont pas été traitées de manière spécifique.

Les objectifs globaux de cette année consistaient à placer le sujet de l'inclusivité comme étant une des préoccupations centrales de l'AGL, en son sein au niveau de la sensibilisation et déconstruction de ses membres mais aussi, à l'extérieur, au niveau de la visibilisation des thématiques. Vu nos engagements précédents ou actuels, il nous tenait aussi à cœur de créer des liens avec les collectifs concernés et de pouvoir lancer une dynamique de mise en réseaux et de collaboration entre les différents collectifs qui ne se connaissent pas forcément.

Travail interne

- **Mini-formation du conseil** : cet atelier a eu lieu lors du week-end AGL en septembre, elle consistait à discuter de manière réflexive sur les concepts de privilège, discrimination ordinaire, structurelle et systémique, déconstruction, alié·e, intersectionnalité, etc.
 - Tout le conseil n'étant pas là au week-end, la formation n'a pas touché l'ensemble des membres de l'AGL, ce qui a potentiellement créé des écarts de compréhension et de sensibilisation concernant les thématiques autour de l'inclusivité lors de la suite de l'année.
 - Nous avons eu beaucoup de retours positifs suite à l'atelier, il serait sûrement intéressant de systématiser ce genre de formations à l'avenir.
- **Préambule de la note** : Afin de "prémâcher" le travail concernant la future note et pouvoir avoir quelques retours sur les sensibilités des conseiller·ères concernant les positions que nous voulions amener, nous avons animé un petit exercice sous forme de débat mouvant.
- Comme pour la formation, cette activité a reçu un accueil favorable et a pu amener des réflexions intéressantes.
- **Note pour une AGL inclusive, safe et diversifiée** : L'écriture fut assez fastidieuse au vu de la complexité de la thématique et du manque de motivation des conseiller·ères impliqué·es mais nous avons pu construire un argumentaire et des positions qui n'étaient alors pas inscrites dans les textes de l'AGL. Avec l'ajout de certains amendements proposés par des conseiller·ères, elle a pu être améliorée et approuvée par le conseil..

- Après différentes discussions concernant les amendements, il serait intéressant de retravailler cette note en fonction des aspirations et volontés des futur·es conseiller·ères. En effet, il nous semble clair que ce texte est une base et qu'il a pour but d'évoluer et d'être enrichi.

Commission et relations avec les collectifs

L'AGL ne peut travailler sur les discriminations et oppressions sans se coordonner avec les différents collectifs concernés qui travaillent déjà sur ces thématiques. Nous avons donc pris contact avec plusieurs d'entre eux avec qui nous étions déjà en relation et qui seraient éventuellement demandeurs d'une collaboration avec l'AGL. Ces collectifs sont : l'Angela, Thé Ok, le CHELLN, l'UJEB, le Cercle de la Jeunesse Musulmane et le Centre Placet. Leurs représentant·es étaient à chaque fois invité·es aux réunions de commissions et en fonction des projets et événements, des contacts plus spécifiques ont eu lieu. Malheureusement, il faut noter que durant le deuxième quadrimestre, suite entre autres, au désinvestissement de Victor, les commissions n'ont plus eu lieu et que les relations avec les collectifs se sont donc quelque peu amoindries.

- Pour l'année prochaine, une attention particulière sera de reprendre des contacts réguliers avec les différents collectifs afin de remobiliser les forces.

Violences sexistes et sexuelles

Plusieurs **actions** en présentiel/en co-modal ont pu avoir lieu malgré la situation sanitaire et les restrictions de mobilisations dans l'espace public. Ces trois rassemblements avaient pour objectif de montrer notre soutien aux survivantes de violences sexistes et sexuelles, de sensibiliser la population de LLN sur l'importance de cette thématique, de mettre en lumière nos revendications communes et de revendiquer notre place dans l'espace public.

- Rassemblement du 7 octobre : "Pas une de plus" en réaction à la médiatisation d'une agression sexuelle sur LLN
- Rassemblement du 25 novembre : journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes
- Rassemblement 8 mars : journée internationale de lutte pour les droits des femmes
- Il est primordial de bien prendre le temps de se coordonner avec l'ensemble des collectifs impliqués pour ne pas avoir un phénomène de "précipitation" dans l'organisation des actions.
- **Campagne Pas Touche** : Suite à l'action du 7 octobre qui a été amplement médiatisée, les 4 grands collectifs (GCL, Fédé, Organe et AGL) ont initié une réflexion autour de ces enjeux. Ceux-ci ont alors décidé de lancer un processus

de création d'une campagne de sensibilisation adressée à la communauté étudiante dans les salles d'animation et Thé OK, le Kap-Hot et l'Angela ont été inclus pour participer au projet. Le soutien du VRAE, de Tania Van Hemelryck et d'Univers Santé sont déjà actés et une opérationnalisation du projet reste encore à faire.

- Cette campagne devrait normalement se concrétiser à la rentrée académique prochaine.
- **Rencontre avec les collectifs et les autorités** : À l'initiative du Collectif des Femmes et en suivant les revendications communes, une rencontre entre les collectifs étudiants, les habitant·es, les établissements de l'enseignement supérieur, la police et la commune s'est déroulée en mai.
- Ce genre de réunion devrait certainement perdurer dans le futur de manière régulière.
- **Rencontre avec la secrétaire d'Etat Sarah Schlitz** : Suite aux mouvements "Balance ton folklore" et "Louvain-le-Porc" et à l'appel de Sarah Schlitz pour rencontrer les collectifs étudiants, nous avons pu discuter avec la secrétaire d'État à l'égalité des genres, l'égalité des chances et la diversité. Cela aura été l'occasion de faire remonter nos revendications au niveau fédéral pour entre autres, appuyer une prise en charge effective de la prévention et la sensibilisation sur les violences de genre et l'accompagnement des survivantes par les établissements d'enseignement supérieur.
- Ces éléments seront inclus dans le futur Plan d'Action Nationale contre les violences de genre.

Noms d'auditoires

Ce dossier nous a pris une bonne partie du deuxième quadrimestre à cause d'un certain flou dans la marche à suivre pour une réelle opérationnalisation du projet. Cependant, nous pouvons noter que grâce aux dernières actions concernant les noms de rues à Bruxelles ou le tunnel Léopold, un relatif "vent" était favorable pour le dossier au niveau de la conscientisation sur la thématique. Pour rappel, nous voulions amener dans les instances la question des représentations non-diversifiées dans la toponymie des bâtiments et d'auditoires de l'UCLouvain avec comme but absolu et à long terme, un changement des noms. Après plusieurs réunions avec la conseillère du recteur à la politique de genre Tania Van Hemelryck, le plan initial s'est vu modifié, l'écriture d'une note au conseil académique et un lobbying envers les membres du CAc n'étaient pas nécessaires. Le conseil rectoral a approuvé le fait qu'il y ait un problème dans les représentations dans l'espace public et le dossier sera redirigé vers le Conseil d'Administration, en charge des questions de patrimoine. Il a été convenu qu'au prochain CA, l'ouverture d'un Groupe de Travail pour créer et penser la politique de toponymie sera votée.

- Le dossier est donc toujours en cours dû à une certaine lenteur institutionnelle et à la complexité du sujet mais ce travail devrait porter ses fruits au cours de l'année prochaine.

Participation aux projets de ToutSEXplique (Univers Santé)

ToutSEXplique est la plateforme d'Univers Santé qui touche aux questions de vie affective et sexuelles des étudiant·es de l'UCLouvain, elle regroupe Univers Santé, le service d'aide, le Kap-Hot, l'Angela, le CHELLN, Thé OK, Corps Écrits, O'Yes, le Planning Familial et l'AGL. Dans le cadre de notre mandat, nous avons pu participer à la construction de la campagne de dépistage au mois de décembre et à l'organisation de la Love Week en mars.

Étant donné nos différents contacts, nous avons pu aussi être un lien pour les membres de ToutSEXplique avec les éléments explicités au point 3 afin de regrouper les différentes informations, ressentis et volontés et d'en discuter.

- ToutSEXplique permet une mise en relation et un contact facilité avec différents collectifs et personnes-ressources, de plus cette plateforme montre le besoin de coordination et de partage des informations, il est donc important de s'y investir.

Projets non-aboutis

- Pride de LLN initiée par le CHELLN
- Guide anti-discriminations avec le LLN Juris Club
- Guide écriture inclusive
 - Différents éléments peuvent expliquer que ces projets n'ont pas été finalisés durant l'année, le contexte sanitaire, la baisse de motivation et un certain éparpillement dans les différents engagements n'ont pas aidé à mettre de l'énergie dans ces projets. Il sera certainement possible de travailler dessus l'année prochaine.

Animation et culture

D'un point de vue organisationnel, l'Animation et la Culture n'ont pas été à la fête durant cette année. Bien qu'ayant redémarré partiellement au début de l'année académique, les différents acteurs ont dû stopper leur activité lors du passage en code orange au cours du premier quadri. Il en résulte une conduite des activités difficiles et un manque de possibilité dans l'organisation de projets d'envergure tel que celui de l'AGLDay par exemple. Néanmoins, il y a tout de même eu divers développements.

- Refonte du règlement des subsides SSC : Plusieurs changements ont été effectués au cours des premières semaines de l'année afin de réorganiser le règlement et le rafraîchir. Plusieurs petits changements ont été mis en place et un nouveau règlement a été présenté au premier Conseil de l'année.
- Campagne de visibilisation des subsides auprès des différents acteurs : A la suite de la refonte du règlement, une campagne d'affiches a été lancée afin de visibiliser les subsides auprès des différents publics. De nombreuses affiches sont encore disponibles et pourront être utilisées au cours de la prochaine année.

Par ailleurs, un contact permanent a été établi avec les présidents des autres collectifs. Ces contacts ont permis de mener à bien différents projets dans des thématiques variées.

Social

Les objectifs de l'année étaient de faire une avancée sur le bien-être de l'étudiant sur le plan de sa santé mentale en plus de veilles et avancées sur les aides sociales. Ces objectifs sont nés suite à la situation sanitaire qui a mis la lumière sur des besoins et souffrances spécifiques.

Le projet initial de cette année était davantage sur le terrain et visible pour les étudiant-es. Cela n'a malheureusement pas pu se faire comme prévu et les combats se sont principalement menés en instances.

- L'année a commencé par une enquête sur le bien-être étudiant pour évaluer la nécessité et les besoins dans un premier temps. Cette enquête a confirmé les impressions qui s'étaient formées durant la période précédant la rentrée académique et nous a permis de nous lancer dans le projet avec davantage de confiance.
- Ensuite un note s'est vue porter au CASE. Elle demandait la gratuité des séances psychologiques à l'UCLouvain. Après plusieurs allers-retours, la question n'est plus. Les séances psychologiques sont gratuites sans négociation préalable.
- Une seconde note a été portée au CASE. Celle-ci visait le soutien de l'AREC à la visibilité des aides sociales. Le sujet de la visibilité des aides sociales est encore actuellement sur la table, cette visibilité n'étant pas encore suffisante. Un travail important de visibilité devrait se faire en septembre 2021.
- La commission Sociale a organisé les Soupers Papotes pour répondre à l'isolement des étudiant-es début Q2. Faute d'effectif-es, de visibilité et peut-

être de timing, l'événement n'a pas pris correctement et s'est vu être abandonné.

- Une nouvelle discussion est arrivée au CASE : les revendications étudiantes. Nous y abordions les aides sociales dont nous avons besoin. Cette discussion soutenue d'une note sera, on l'espère, un outil de base pour le plan de soutien aux étudiant·es d'Horizon600. Nous souhaitons contribuer à l'écriture de ce plan de soutien et nous avons dès lors pris les devants avec ces revendications. Les réponses que nous avons reçu par la suite étaient relativement positives. Nota Bene : ces revendications touchent au logement et à la précarité étudiante (avec des propositions d'actions concrètes)
- Par souci de visibilité, une page pour la COMSOC a été créée pour sensibiliser aux besoins et aides psychologiques. L'utilité de cette page sera à discuter avec le·a future commission.
- Une dernière note a été présentée au CASE sur le sujet de la précarité menstruelle par Mathilde et Eva. Cette note a été suivie d'une réunion pour anticiper un travail répondant à la problématique qui devrait voir le jour dès l'année académique suivante.

Avec le recul sur cette année, l'élément qui aura cruellement manqué fut vraiment le travail de terrain avec la commission. Dépassée par un manque d'effectif·ves, la commission a eu du mal à s'activer.

Ouverture sociale

Cette année, en OUSO, nous avons mené de nombreuses réflexions, notamment au sujet de la crise sanitaire. Il a été décidé que l'objectif principal de la commission serait de donner des clés aux étudiants pour appréhender les informations dont nous sommes bombardés et pour prendre conscience d'informations qui ne sont pas forcément relayées, avec pour objectifs subsidiaires de travailler avec les collectifs d'animation, les académiques et d'organiser des conférences de qualité.

Ces objectifs ont globalement pu être rencontrés. Malheureusement, nous déplorons de ne pas avoir pu organiser d'événements en présentiel, ce qui aurait permis d'avoir plus de participant·es et de donner plus de sens et de fun aux conférences, afin qu'elles prennent moins la forme d'un cours classique. Cela aurait aussi pu permettre de tisser des liens durables avec les collectifs avec lesquels nous avons travaillé, et que notre collaboration ne se limite pas à l'organisation d'une activité.

En résumé, les actions menées par la commission ouverture sociale dans le courant de l'année 2020-2021 sont :

- 1) Réflexions sur la crise du Coronavirus et autres sujets d'actualité
- 2) Prépól' sur les libertés individuelles en temps de crise, donnée par Benjamin Bodson et le KDH, organisée avec la team culture de l'ADELE

- 3) Conférence sur la place des experts dans la décision publique (avec le FLTR) donnée par Olivier Sartenaer
- 4) Conférence sur la prostitution et la précarité étudiante donnée par Renaud Maes
- 5) Conférence sur la démocratie représentative donnée par Min Reuchamps
- 6) Conférence sur l'intervention sur la langue française donnée par Jean-Marie Klinkenberg

Pour l'année prochaine, nous espérons que la responsabilité OUSO pourra organiser ses événements en présentiel et qu'elle portera un point d'attention sur la communication afin d'avoir plus de participants. Les membres de la commission de cette année seront bien entendu très heureux de répondre aux questions concernant leur action de cette année.

Savate

Objectifs du début : les objectifs étaient de donner plus de visibilité à la savate, de créer du contenu intéressant et de favoriser son accès (particulièrement numérique).

La première savate a bien fonctionné, notamment avec sa disponibilité dans le welcome pack et la vidéo « hijab fight back ». Ce contenu a eu une grande visibilité, c'est pourquoi nous pensons que pour l'année prochaine ce genre de contenu devrait à nouveau être abordé. Malheureusement, avec la situation, ça a été compliqué de développer les projets de la savate notamment parce que la distribution papier ne peut plus se faire. Nous pensons que ce qui pourrait donner plus de visibilité à l'avenir serait de faire plus de pubs de la savate sur les réseaux de l'agl (et non pas une page séparée), afin de lui donner la visibilité qu'elle mérite.

Infrastructure

La responsabilité infrastructure désire améliorer la qualité des locaux, de leur accessibilité ainsi que leur ameublement et aménagement. Pour cela nous voulions établir un cadastre des matériels spécifiques à chaque faculté afin de pouvoir établir une liste de revendications. Nous voulions élargir les plages horaires d'ouverture des bibliothèques, donner l'accès aux étudiants à des locaux d'études pendant le blocus, établir une carte des infrastructures mise à disposition des cyclistes, mettre en place un système de solidarité entre les kots UCLogement afin que tous les étudiants puissent avoir accès aux lavoirs automatiques et enfin ouvrir la discussion au sujet de l'accessibilité des douches UCLouvain pour les étudiants.

Parmi ces différents objectifs quatre n'ont pas abouti, la mise en place du système de solidarité, la mise en place du cadastre par faculté, l'accessibilité aux douches et l'élargissement des horaires d'ouvertures. À contrario, nous avons réussi à obtenir l'accès à des salles de travaux autonomes pour les étudiants au blocus de janvier et ce même les jours de février et jusque 22h. Nous avons également cartographié l'ensemble des infrastructures cycliste de Louvain (bien que cette carte n'ait jamais été exploitée ou diffusée).

En ce qui concerne les horaires de bibliothèque nous avons toutefois quelque piste d'amélioration. Le Bibliothécaire en chef de la BIUL est en faveur de cet élargissement des plages horaires mais cette discussion ne peut avoir lieu qu'au conseil académique. En effet, le point le plus restrictif étant le budget.

ANNEXES

Annexe 1 : GT RGEE

Les questions autour du RGEE sont épineuses principalement parce que le RGEE, au-delà de régir les études et les examens, est destiné à régler les litiges dans des relations parfois conflictuelles entre professeur.es et étudiant.es. Trop souvent, le lien qui existe entre un.e professeur.e et un.e étudiant.e est caractérisé par beaucoup de méfiance. D'une part, de l'étudiant.e envers son.sa professeur.e car iel peut penser que tout va être faire pour qu'iel rate son examen, ou plus largement qu'iel soit sanctionné.e d'une manière ou d'une autre. D'autre part du/ de la professeur.e envers l'étudiant.e car iel peut penser que si l'étudiant.e vient c'est pour défier le/la professeur.e et déposer un recours à la fin. De plus lorsque dans ce rapport prof/étudiant.e, il est fait appel à une disposition du RGEE, bien souvent, cela a vocation à crisper la personne envers qui la disposition est opposée. Selon nous, il faut pouvoir travailler ce lien et permettre un dialogue plus sain entre chaque partie. Par ailleurs, cette méfiance nous conduit à concevoir le RGEE uniquement comme un règlement qui sera utilisé de part et autre pour gagner de la place dans ce qui devient presque parfois un rapport de force entre professeur.es et étudiant.es. Alors qu'il a vocation premièrement à faire des études et des examens, des espaces justes, pédagogiques et sain pour tou.tes. Pour faire face à cela voici quelques propositions concrètes qui permettent le dialogue. Certaines vont au-delà de cet objectif, mais toutes les propositions ont été pensées pour permettre un dialogue serein. Ces propositions sont construites du contact privilégié qu'à l'AGL grâce à son/sa permanent.e juriste qui est à disposition des étudiant.es, de discussions avec les délégué.es de chaque faculté et enfin de différentes discussions informelles avec des présidents de jury.

- Lien entre président.es de jury et étudiant.es, article 155.

Il est d'usage qu'au cours des délibérations, lorsqu'un.e étudiant.e a pris contact avec son/sa président.e de jury par rapport à une situation personnelle mettant à mal un passage de son cursus académique, cela peut être pris en considération. Cependant, beaucoup d'étudiant.es reviennent vers nous, après les délibérations et aimeraient pouvoir faire en sorte que leur session soit à nouveau délibérée en prenant en compte leur situation personnelle, qu'iels ne communiquent seulement après en avoir reçu les résultats. Le RGEE ne le permet pas, et à l'heure actuelle, il sera sans doute trop compliqué de mettre cela en place. Malgré tout, il nous semble que ces difficultés sont engendrées par la difficulté que peut avoir un.e étudiant.e à contacter son/sa président.e de jury. Pour nous, il est possible de faciliter cette démarche en expliquant d'abord aux étudiant.es qu'elle existe mais aussi en rappelant que le/la président.e de jury n'a pas qu'un rôle administratif. En outre, un outil existe dans le RGEE, le/la médiateur.rice de session, il semble être aujourd'hui très peu utilisé. Selon nous, cet outil pourrait être utilisé pour désigner une personne qui ait un contact plus privilégié avec les étudiant.es et vers qui iels auront plus de facilité à se tourner pour expliquer une situation personnelle parfois douloureuse.

- Délai de recours pour le jury, article 157 lu avec l'article 5.

Le RGEE oblige, à peine d'irrecevabilité, à ce qu'un recours soit déposé dans les « trois jours à compter, soit de la communication des résultats de la délibération dans l'hypothèse d'une

contestation portant sur celle-ci, soit, dans l'hypothèse où la contestation porte sur une évaluation consistant en un examen écrit, de la date de la consultation de cet examen »⁵. En outre l'article 5 précise que « Les délais se comptent de minuit à minuit. Ils sont calculés depuis le lendemain du jour de l'acte ou de l'événement qui y donne cours et comprennent tous les jours, même le samedi, le dimanche, le 27 septembre et les jours fériés légaux ». Ce délai est court, d'autant plus lorsqu'il comprend un week-end ou un jour férié. Bien souvent, des étudiant.es sont poussé.es à introduire des recours dans ce délai quitte à ce que celui-ci ne soit pas nécessaire, étant donné que plus tard, ce sera trop tard. Permettre un délai plus long permet d'avoir une discussion avec les différentes parties et voir le litige se résoudre sans faire appel à la possibilité d'introduire un recours, qui bien souvent ne va pas aboutir et sera seulement une charge supplémentaire pour tou.tes. Il nous paraît pertinent de permettre un double délai de cinq jours quitte à réévaluer la situation après un an et voir quels effets cela a sur le nombre de recours qui n'aboutissent pas.

- Les conséquences d'un recours qui aboutit sur personnes qui n'ont pas fait de recours.

Il n'existe pas dans le RGEE de possibilité de créer un recours collectif. Dès lors, les étudiant.es introduisent parfois massivement les mêmes recours envers le même cours et essayent de fait, de construire un recours collectif. Lorsqu'à cause de certaines lacunes d'un règlement, certaines parties construisent des stratagèmes pour le contourner et créer de fait un dispositif, cela veut dire que le règlement est déficient. Permettre aujourd'hui un recours collectif ne nous semble pas particulièrement pertinent. Cependant, il existe une demande légitime et qui, à notre connaissance, est déjà effectuée mais qui pourrait être également traduite dans le RGEE. Cela consiste à demander aux jurys, lorsqu'un recours aboutit quant à des modalités qui, même si tout le monde n'a pas fait un recours, à causer grief à tou.tes les étudiant.es, de reconsidérer la situation de l'ensemble des tou.tes à la lumière de ce recours. Cela permettrait de couper court à des dispositifs parfois peu constructifs, consistant à organiser les étudiant.es pour qu'ils déposent tou.tes le même recours.

- Les procédures disciplinaires art. 107 et s.

Les procédures disciplinaires sont des procédures conséquentes et à raison car elles peuvent mener à des sanctions très lourdes pour les étudiant.es concerné.es. Cette procédure semble être adéquate. Cependant, elle peut être terriblement effrayante pour les étudiant.es en faisant l'objet car elle fait appel à de plus grandes contraintes formelles qui sont des garanties pour que les droits de chacun.e soient préservés. Selon nous, il s'agit simplement de plus insister sur la nécessité de rassurer les étudiant.es et de leur rappeler qu'il s'agit uniquement de faire la lumière sur la situation. S'ils n'ont rien à se reprocher, ils n'ont pas à s'inquiéter. A plusieurs reprises, nous avons eu affaire à des étudiant.es faisant l'objet d'une telle procédure et il était très compliqué pour eux de comprendre les rouages de la procédure. Ils en étaient presque paralysés par le formalisme.

- Informer et collaborer ensemble à propos du RGEE

Nous pensons que nous avons tous énormément à gagner à ce que le RGEE soit mieux connu de tou.tes. Tout d'abord pour voir décroître le nombre de recours qui n'ont aucune chance

⁵ RGEE, article 157.

d'aboutir. Ensuite, parce qu'une connaissance du règlement permet des discussions plus saines autour de celui-ci.

Chaque année, nous organisons des formations autour du RGEE avec les délégué.es. A notre connaissance, le cabinet du VRAE en organise aussi à destination des président.es de jury. Il nous semblerait judicieux, par exemple, de créer des formations communes, où chacun.e peut avoir une connaissance plus approfondie du RGEE, mais aussi où les délégué.es, les président.es de jury, le cabinet du VRAE se parlent et échangent. Nous pensons que si ces espaces sont créés, un dialogue plus apaisé et constructif sera possible.

Annexe 2 : ICB

Ci-après, vous trouverez les documents de conclusion de la campagne.

- Le document de présentation de la campagne
- Le document de présentation du G50
- Les revendications détaillées

